



Séance ordinaire du mardi 25 juin 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-cinq juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Maud BODKIN, Robert COTTE, Christophe COUR, Carole DONADA, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD, Rabii YOUSSEUS.

Absents / Excusés :

Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Noël FOURCADE, Audrey LLEDO, Béatrice MICHEL, Aline DESTAILLATS.

Hors commission - Vœu de soutien au maintien du contrôle public de la société Aéroports de Paris

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

La loi Plan d'Action pour la Croissance et la Transformation des Entreprises (PACTE), adoptée le 11 avril 2019, permet au Gouvernement de poursuivre la privatisation de la société *Aéroports de Paris*. Une proposition de loi déposée par plus de 248 députés et sénateurs situés sur un large spectre de l'échiquier politique (de la *France Insoumise* aux *Républicains*) a initié le premier Référendum d'Initiative Partagée pour s'opposer à ce texte. Depuis le 13 juin et jusqu'au 12 mars 2020, le ministère de l'intérieur a ouvert un site internet destiné à collecter les 4,7 millions de signatures nécessaires pour poursuivre cette procédure.

La loi PACTE a pour objectif de « *donner aux entreprises les moyens d'innover et de grandir* » en leur mettant notamment à disposition un « *fonds pour l'innovation de rupture* » de 10 milliards d'euros destiné à financer des projets technologiques (intelligence artificielle, nano électronique...).

La vente de cette société qui constitue la deuxième valeur des participations de l'Etat au CAC 40, derrière EDF, participerait activement à sa constitution.

Le groupe *Aéroports de Paris* qui possède notamment les deux plus gros aéroports français (Roissy Charles de Gaulle et Orly) atteint en 2018 un chiffre d'affaires de plus de 4,7 milliards d'euros, avec de fortes perspectives de développement sur ces deux plateformes et à l'international. Ce leader mondial détenu encore à ce jour à 50,6% par l'Etat génère d'importants dividendes en hausse croissante, qui pourraient être en tout ou partie affectés au fonds constitués par la loi PACTE, et se substituer de manière avantageuse et active aux produits des placements issus de la vente.

Les deux aéroports parisiens jouissent d'un véritable monopole naturel sur le territoire national, et le seul aéroport de Roissy Charles de Gaulle constitue le deuxième aéroport d'Europe, derrière celui de Londres Heathrow, mais avec des perspectives d'extension bien supérieures. Dans des situations comparables, et afin d'éviter des effets de rente contraire à l'intérêt général, de nombreux pays, dont les Etats-Unis, maintiennent un contrôle public de leurs aéroports internationaux. Les suites de la privatisation de l'aéroport de Toulouse confirment la nécessité de cette position pour des équipements bénéficiant d'une situation de monopole structurant au niveau national, mais aussi au niveau local, lorsqu'ils disposent d'un caractère stratégique sur les territoires sur lesquels ils sont implantés.

Cette privatisation va aussi à l'encontre des enjeux d'aménagement régionaux et nationaux. *Aéroports de Paris* est en effet le premier propriétaire foncier de la Région Ile-de-France et détient à lui seul plus de 1 millions de mètres carrés de bâtiments. Même si le développement du maillage des lignes ferroviaires à grandes vitesses doit se poursuivre, de manière planifiée et accélérée, notamment concernant la Ligne Nouvelle Montpellier Perpignan, les deux aéroports parisiens demeureront des points de centralité incontournables pour les liaisons intérieures qui seront maintenues, l'outre-mer et l'international.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir adopter ce vœu et de se prononcer contre la poursuite de la privatisation de *Aéroports de Paris* qui remet en cause le caractère public de ses équipements et s'oppose à une exploitation guidée par l'intérêt général.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 73 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 11 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 03/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 4 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190625-92211-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 03/07/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.